Projet de « Convention de Vohipiraisana » Un coup d'Etat de velours avorté !

La Vérité - Rolly Mercia - 31/03/10

Des politiques et des hommes en treillis, avides de pouvoir, ne semblent point chômer pour détecter la moindre brèche par où s'engouffrer dans le dessein machiavélique de siéger à la plus haute sphère de l'Etat. Ainsi, une haute personnalité militaire au sein de l'actuel régime de Transition, de connivence avec une autre haute personnalité politique, mais déjà démise de ses fonctions au sein du même régime, a concocté un projet de texte, dénommé « Convention de Vohipiraisana ». Une Convention par le biais de laquelle ce haut gradé des Forces armées comptait, d'une part, octroyer les pouvoirs de Chef de l'Etat à un Premier ministre et, de l'autre, offrir les chrysanthèmes à ce qu'il qualifiait de « Président de la Transition ». Comme la quasi - totalité des responsables des hommes en uniforme a catégoriquement refusé de suivre ce sillon périlleux, le projet est tombé à l'eau. Un coup d'Etat de velours avorté !

Le document comporte 7 pages, 4 chapitres et 17 articles. Un document qui s'intitule « Convention de Vohipiraisana pour une sortie de crise en vue de la restauration de la démocratie et de l'instauration de l'ordre constitutionnel » (Ouf !). Son préambule remplit la 1re page toute entière dudit document. Préambule qui, entre autres, évoque une « (...) situation de crise profonde (...) » et qui aligne « (...) les efforts de médiation tant nationale qu'internationale ainsi que les Accords politiques et les instruments juridiques qui en sont sortis, notamment la Charte de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba (...) ». Et un Préambule qui a également constaté « (...) la persistance de la crise, voire sa radicalisation ainsi que la déconstitutionnalisation et l'incertitude sur la Loi fondamentale applicable dans la situation actuelle (...) », alors que la première ligne dudit Préambule a clairement édicté : « vu la Constitution de la 3^e République de Madagascar ». Tout comme le même Préambule a constaté « (...) la volonté des différentes Forces vives du pays de mettre en place une institution multi - entité crédible, dotée de l'autorité requise non - piloter (???) le processus de sortie de crise ainsi que le retour plein et entier de Madagascar dans le concert des nations (...) ». Ce qui l'a amené à considérer que, « (...) par ces motifs, la nation est en danger, la 3^e République est dans l'impasse et la transition est à reformer (...) ». Raisons pour lesquelles ledit Préambule a annoncé que « (...) les parties prenantes signataires de la présente convention déclarent que le pays est en situation d'extrême urgence et, en conséquence, elles conviennent ce qui suit (...) ».

« Conseil mixte de médiation et de l'éthique »

Ainsi fut née cette « Convention de Vohipiraisana ». L'indication du nom du quartier de Vohipiraisana, sis à la Haute ville de la Capitale, n'a pas été expliquée par ce document. En tout cas, son article premier stipule « la mise en place d'un Conseil supérieur mixte de médiation et de l'éthique » ou Csmme qui est « l'instance suprême de la transition ». Et, toujours d'après ce projet de Convention, le Csmme « est chargé principalement de piloter le processus de restauration de la paix et de la démocratie ainsi que le processus d'instauration à l'ordre constitutionnel ». Dans son chapitre II, article 6, le même document stipule que « le conseil, dirigé par un président, comporte 3 organes : un organe de médiation, un organe de défense nationale et de sécurité publique et un organe de concorde nationale ». Par ailleurs, « le conseil dispose d'un secrétaire exécutif permanent ». Le mode de fonctionnement et les attributions de chacun de ses trois organes ont été alignés par les articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du même document. Dans le chapitre III, plus spécifiquement dans les articles 13 et 14, le même document parle du « caractère exécutoire des accords de médiation ». C'est - à - dire, des « résultats des travaux de médiation entreprise et sous l'égide du Csmme qui ont un caractère exécutoire et définitif et ne peuvent faire l'objet d'aucune contestation ou opposition de quelque nature que ce soit, politique, militaire ou autre ». En ce sens que, toujours d'après ce document, « (...) toutes personnes reconnues coupables d'actes de sabotage, d'obstruction ou de blocage à l'exécution de toute décisions ou avis dans le cadre de la mission du Csmme seront traduites devant les juridictions compétentes (...) ».

« Premier ministre - Chef de l'Etat »

Tous ces chapitres et autres articles, cités supra, dévoilent déjà le caractère machiavélique du projet, en dépit de leur allure « charmante » mais carrément trompeuse. Quoi qu'il en soit, la teneur de l'article 3 dudit document a inéluctablement révélé que ses initiateurs ont voulu carrément perpétrer un coup d'Etat de velours, c'est - à - dire sans heurts mais tranchant. En effet, cet article 3 dispose ce qui suit : « le Conseil nomme le premier ministre, lequel assure les fonctions de Chef de l'Etat et de Gouvernement, et dirige la négociation pour la recherche d'une solution de compromis en vue de la sortie de crise, de l'instauration de

l'ordre constitutionnel et du rétablissement de la confiance de la communauté internationale ». Sans qu'il n'ait besoin de recourir au service d'un quelconque expert, ceci veut tout simplement dire que celui qui sera désigné « Président de la Transition », selon l'organigramme consigné dans le même document, ne va plus qu'honorer les chrysanthèmes et va être réduit à un vulgaire « Président honorifique ». Etant donné que, outre toutes ces dispositions citées plus haut, il aurait, à côté de lui, le Csmme et un Premier ministre exerçant les fonctions de Chef de l'Etat. Plus grave, l'organigramme dont il s'agit a décidé de remettre en selle les Institutions préconisées par la Charte de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba : CST ou Conseil supérieur de la Transition ; Congrès et HCT ou Haute Cour de la Transition aux lieux et place de l'actuelle HCC (Haute Cour Constitutionnelle). Quoi qu'il en soit, rien ne dit dans ce document que « la crise profonde » va être solutionnée, dans la mesure où il dispose que le « Premier ministre - Chef de l'Etat - Chef du Gouvernement » va encore « diriger la négociation pour la recherche d'une solution de compromis (...) », avec les bla-bla qui s'ensuivent. Formulé autrement, ce document voulait, d'une part, installer à la plus haute sphère de l'Etat des personnalités qui comptaient dépouiller entièrement le « Président de la Transition » de tous ses pouvoirs et, de l'autre, faire jeter en prison toute personne notamment faisant « blocage à l'exécution de toute décision ou avis dans le cadre de la mission du Csmme ».

Des noms cités...

En outre, dans sa 6e page, le même document a déjà listé les noms des personnalités « affectées » aux différents postes par lui créés : au titre du Csmme, comme « Grands Médiateurs », Mgr Razanakolona Odon, Pasteur Pery (Fim), Rabarioelina, Zaranaina, Belanto, Zakariasy Patrick, Rasolo André, Razafimandimby Claude Joseph, Volazara (désignation) (???), Rafaralahy Sébastien ; comme « Grands Sages », Rahetilah Jonnah, Jean Claude (Sud - est), Soavelo Pascal, Ratalata Pascal, Randrianatoandro Robert, Kassam Ali, Mounibou Patrick, Jailany Salim, Marolahy William, Rabesa Zafera Antoine, Fily Jean Louis, Ramaroson André, Mr Honoré opérateur (Anosibe) ; comme « Militaires », Général Jaotombo Ferdinand, Colonel Ralaivao Pierre Richard et Colonel Jean Samuel (Rts) ; comme « Police », Inspecteur général Rahaingo Jacky et Commissaire général Arsen et, comme « ZP », Général Rehosevo et Général Ravelonarison Herilanto. Comme membres du « Secrétariat exécutif permanent » du Csmme, désigné « Experts », Rakotoarisoa Eric, Rasoamanarivo Victoire Olivia, Ramarolahy Christian (Edbm), Ramangason Guy Suzon et Radanoara Julien.

La grande question coule de source : toutes ces personnes, dont les noms ont été cités par ce document, ont-elles été déjà consultées au préalable par les initiateurs de cette fameuse « Convention de Vohipiraisana » et ont-elles déjà accepté d'occuper les postes à elles octroyés ?

« Subir une véritable vindicte populaire »

Quoi qu'il en soit, la haute personnalité militaire - au sein de l'actuel régime et qui a concocté ce document de connivence avec une haute personnalité politique, connue de tous mais déjà démise de ses fonctions au sein de ce même régime - voulait tenir une conférence de presse, samedi dernier vers 8h30, pour annoncer les tenants et aboutissants de sa fameuse « Convention de Vohipiraisana ». Malheureusement pour lui, tous les autres hauts responsables militaires, qu'il a contactés la veille (c'est - à - dire vendredi dernier), ont fermement et catégoriquement refusé d'adhérer à ce projet, étant donné que, questionnée par ces derniers, la haute personnalité militaire en question leur a révélé que ce projet est fait à l'insu du Président Rajoelina. En tout cas, devant les autres chefs militaires du pays, le même rejet a été entièrement entériné, samedi dernier, par ces derniers pour le même motif. Des chefs militaires du pays qui, en outre, ont été complètement convaincus que, contrairement aux allégations de son initiateur, cette « Convention de Vohipiraisana » ira mettre la Nation dans le chaos total et indescriptible. Etant entendu que le Peuple malgache, intraitable dans sa profonde conviction pour le changement, ira indiscutablement et fermement réagir pour la contrecarrer. D'ailleurs, dans les rangs de ces mêmes chefs militaires du pays, l'on a évoqué, samedi dernier même, que, « au cas où cette haute personnalité militaire au sein du régime va persister à mettre en œuvre son projet maléfique, il subirait une véritable vindicte populaire ». Bref, ce haut gradé militaire pas comme les autres n'a pas réussi à perpétrer son coup fatal. En d'autres termes, son coup d'Etat de velours a été avorté. Affaire à suivre de près par les 20 millions de Malgaches.